



# PROJET DE REVISION DES STATUTS

## ARTICLE 1. CONSTITUTION – DENOMINATION

Il est fondé une association en tant que fédération regroupant des personnels des Services Publics d'Assistance Technique ou d'animation dans le domaine de l'Eau, désignée ci-après : ANSATESE – Association Nationale des personnels des Services d'Assistance Technique des collectivités territoriales à l'Épuration et au Suivi des Eaux.

Cette association est régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le Décret du 6 août 1901.

## ARTICLE 2. OBJET

La présente association, a pour but :

1. D'établir entre tous ses membres des relations amicales et d'utiliser les rapports ainsi créés, aussi bien dans l'intérêt des collectivités territoriales qui les emploient, qu'au profit des adhérents eux-mêmes dans le cadre de leurs activités professionnelles ;
2. D'être représentée auprès d'organismes publics ou parapublics, dont l'activité est en lien avec la problématique de l'épuration et du suivi des eaux, et les collectivités territoriales directement ou indirectement concernées, à savoir
  - les assemblées nationales regroupant les organismes publics et parapublics en charge de l'assistance technique relative à l'épuration et au suivi des eaux,
  - les assemblées régionales regroupant les organismes publics et parapublics en charge de compétences relatives à l'épuration et au suivi des eaux,
  - le Ministère en charge de l'Environnement et les ministères concernés par le domaine de l'Eau,
  - les Agences de l'Eau,
  - le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale),
  - l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, ex-AGHTM) ou l'association qui la remplacera et qui rassemble des experts, chercheurs, scientifiques et praticiens issus d'organismes publics et privés intervenant dans les services publics locaux de l'environnement dans le but d'élaborer ensemble doctrines partagées et recommandations,
  - L'IRSTEA (Institut national de Recherche Scientifique et Technologique pour l'Environnement et l'Agriculture) et l'EPNAC ou l'organisme qui pourrait lui être substitué,
  - le Réseau IDEAL pour son réseau d'échange EAU,
  - tous les organismes ayant une compétence ou œuvrant dans le domaine de l'eau ;

3. De donner à ses membres la possibilité d'étendre et de mutualiser leurs connaissances par la formation et la constitution de groupes de travail, éventuellement ouverts aux non adhérents, la réalisation de publications, l'organisation de colloques et congrès, etc. ;
4. De développer ou aider à la conception et la réalisation d'outils de travail, dont des logiciels destinés à l'assistance technique, voire d'en être le propriétaire ;
5. De produire et de diffuser des données statistiques nationales ;
6. D'une façon générale, de mener toute action rendant socialement utile cette action associative en lui conférant un caractère d'intérêt général et d'utilité publique.

### **ARTICLE 3. DUREE**

La durée de l'association est illimitée.

### **ARTICLE 4. SIEGE**

Le siège de l'association est fixé à Paris à l'adresse de l'Assemblée des Départements de France (ADF) 6 rue Duguay-Trouin 75006 PARIS.

Il peut être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration.

### **ARTICLE 5. MEMBRES**

Est membre de l'association :

1. Toute personne physique adhérente à une ARSATESE, les ARSATESE étant des associations de type Loi 1901 regroupant des personnes physiques, personnels des Services publics d'Assistance Technique tels que définis à l'article 1. dans le périmètre d'une des Agences de Bassin du territoire national, l'objet de ces associations étant, a minima, constitué des points 1 et 3 de l'article 2. des présents statuts ainsi que du point 2 à l'échelle du bassin considéré ;
2. En l'absence d'ARSATESE, toute personne physique, dont la qualité est celle définie à l'article 1 des présents statuts, qui, pour des raisons géographiques ou statutaires, est dans l'impossibilité d'adhérer à une ARSATESE limitrophe du bassin hydrogéographique auquel elle appartient et qui répond aux trois alinéas suivants
  - s'engager à mettre en commun d'une façon permanente ses connaissances ou ses activités dans l'objet décrit à l'article 2. ,
  - œuvrer dans le domaine de l'eau pour le compte d'une collectivité ou d'un service public,
  - être à jour de ses cotisations à l'association telles que définies à l'article 8. ;
3. Toute personne retraitée, sans activité professionnelle, ayant été membre du Conseil d'Administration de l'association ou d'une ARSATESE pendant sa période d'activité professionnelle et souhaitant apporter son concours à la vie de l'association dans la mesure où elle s'engage à œuvrer dans l'intérêt de l'association et qu'elle est à jour de ses cotisations telles que définies à l'article 8.

## **ARTICLE 6. ADHESION**

Toute demande d'adhésion à la présente association d'un membre ne répondant pas aux critères énoncés au 1 de l'article 5 est soumise à l'approbation du Conseil d'Administration qui statue sur cette admission sans avoir à justifier sa décision, quelle qu'elle soit. L'adhésion est valable pour l'année civile.

## **ARTICLE 7. PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE**

La qualité de membre se perd, pour tout adhérent :

1. Du fait de la non transmission par l'ARSATESE à laquelle l'adhérent est affilié de la liste des adhérents à jour de leurs cotisations après deux relances du bureau dans un délai maximal de trois mois ou du fait de la transmission d'une liste insuffisamment renseignée ne permettant pas de connaître avec précision les adhérents à jour de leurs cotisations ;
2. Du fait du non reversement de la cotisation annuelle par l'ARSATESE à laquelle l'adhérent est affilié ou, de non versement de cotisation par l'adhérent individuel ;
3. Par démission – si l'adhérent est affilié à une ARSATESE, la démission doit être présentée à l'ARSATESE ;
4. Par radiation – si l'adhérent est affilié à une ARSATESE, la radiation doit être présentée à l'ARSATESE ;
5. Par non-respect des clauses de l'article 5.

Le règlement intérieur ou, à défaut, le Conseil d'Administration, précisent les conditions de la perte de la qualité de membre de l'ANSATESE.

La radiation sera prononcée par le Conseil d'Administration.

La radiation pourra être prononcée pour non-paiement des cotisations pendant deux ans consécutifs.

La radiation pourra également intervenir à la suite d'actes ou de propos nuisant ou tendant à nuire gravement à l'association.

Le membre qui aura été radié pourra faire appel de la décision du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale qui statuera en dernier ressort.

Les cotisations ou sommes versées par le membre démissionnaire ou radié, seront acquises à l'association de plein droit.

## **ARTICLE 8. COTISATIONS – RESSOURCES**

Les cotisations sont dues par chacun des membres annuellement, le montant et les modalités d'appel et de versement des cotisations étant proposés par le Conseil d'Administration, sur les bases suivantes :

1. Une cotisation de base pour les adhérents à une ARSATESE, chacune des ARSATESE collectant les cotisations et reversant la part due à l'ANSATESE
2. Une cotisation pour les adhérents non affiliés à une ARSATESE et les membres retraités dont le montant
  - ne pourra être inférieur à celui acquitté par les adhérents des ARSATESE au titre de l'ANSATESE ;
  - ne pourra excéder celui de la cotisation la plus élevée appelée par l'une des ARSATESE.

Outre les cotisations des membres, les ressources de l'association sont toutes celles qui ne sont pas interdites par les lois et règlements en vigueur.

Les ressources de l'association sont également constituées par des dons manuels, participations, subventions...

Le montant des cotisations est voté chaque année par l'Assemblée Générale pour l'année suivante.

## **ARTICLE 9. DEPENSES**

Les dépenses concernent :

1. Les dépenses strictement liées à l'objet de l'association ;
2. Les indemnités de déplacement des adhérents, missionnés par le Conseil d'Administration, dont les modalités sont fixées par le règlement intérieur.

## **ARTICLE 10. ASSEMBLEE GENERALE – COMPOSITION ET POUVOIRS**

L'assemblée générale se compose de tous les membres de l'association à jour de leurs cotisations, à la date de convocation de ladite assemblée.

Elle est seule compétente pour :

1. Valider les rapports statutaires : bilan d'activité, bilan financier, rapport d'orientation, budget prévisionnel ;
2. Renouveler et révoquer le Conseil d'Administration ;
3. Modifier les statuts, réserve faite du transfert du siège social, et prononcer la dissociation ou la dissolution de l'association ;
4. Contrôler la gestion du Conseil d'Administration. Elle élit, si nécessaire, pour ce faire, parmi ses membres, deux vérificateurs aux comptes qui ne font pas partie du Conseil d'Administration.

## **ARTICLE 11. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'assemblée générale se réunit une fois par an.

Les modalités de convocation sont précisées dans le règlement intérieur.

Le président, assisté des membres du Conseil d'Administration, préside l'assemblée et expose l'activité de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) ainsi que les comptes prévisionnels à l'approbation de l'assemblée.

Les rapports présentés par le président et le trésorier ainsi que toutes les décisions relevant de l'assemblée générale doivent faire l'objet d'un vote.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, ainsi que des membres ayant pris part aux opérations de vote de façon anticipée si le Conseil d'Administration a proposé ce mode de validation des décisions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Chaque adhérent individuel dispose d'une voix.

Les ARSATESE ont autant de voix que d'adhérents et elles peuvent en disposer au choix – statutairement, par décision de leurs assemblées générales ou de leurs conseils d'administrations respectifs – de la manière suivante :

1. Chaque membre de l'ARSATESE dispose d'une voix à l'ANSATESE ; en cas d'empêchement il peut donner un pouvoir à un autre adhérent, dans la limite maximale de deux pouvoirs ;
2. L'ARSATESE désigne annuellement ceux de ses membres qui la représenteront et qui se partageront également les voix de ses adhérents pour que l'association soit correctement représentée lors de l'Assemblée Générale de l'ANSATESE.

Les décisions sont considérées comme adoptées si au moins 25 % des membres à jour de leurs cotisations se sont exprimés.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du conseil d'administration selon les dispositions prévues à l'article 13.

Toutes les délibérations sont prises à main levée, sauf si un tiers des participants demande un vote à bulletin secret.

La désignation des membres devant renouveler le Conseil d'Administration se fait à bulletin secret, sauf décision unanime de l'Assemblée de procéder au vote à main levée si le nombre de sièges à pouvoir est égal au nombre de candidats.

Les décisions de l'assemblée générale s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés ; les ARSATESE doivent donc obligatoirement les communiquer à l'ensemble de leurs adhérents dans le délai d'un mois suivant la tenue de l'assemblée générale.

La modification de statuts et la dissolution ne peuvent être adoptées que par décision de l'assemblée générale.

Au cas où le quorum ne serait pas atteint, le Président convoque une assemblée générale extraordinaire dans les meilleurs délais pour soumettre au vote les décisions sur lesquelles l'assemblée générale ordinaire n'a pas pu statuer.

## **ARTICLE 12. ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

L'Assemblée Générale peut être réunie à titre extraordinaire :

1. Soit à la demande des 2/3 des membres du Conseil d'Administration,
2. Soit à celle du 1/3 des membres de l'association – dans ce cas, les membres de l'association sollicitant la réunion de l'assemblée générale doivent
  - adresser au Président leur demande écrite,
  - préciser l'ordre du jour de la réunion ;
3. Soit en cas d'absence du quorum défini à l'article 11 lors de l'assemblée générale ordinaire, le même jour et à la suite de l'assemblée générale ordinaire pour faciliter les décisions de l'association, dans la mesure où
  - la convocation à l'assemblée générale devra avoir spécifié cette possibilité,
  - les points soumis au vote seront notifiés au moins 1 mois à l'avance aux membres de l'association.

Pour les cas 1 et 2, l'Assemblée Générale dont la tenue est sollicitée devra se tenir dans un délai de 3 à 4 mois après réception de la demande, la date et le lieu étant définis par le Conseil d'Administration.

Les modalités de convocation et de prise de décisions sont les mêmes que celles de l'assemblée générale ordinaire.

### **ARTICLE 13. CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration est constitué de façon à assurer une représentation équilibrée de ses adhérents au regard de leur importance au sein des ARSATESE.

Il est composé de 10 à 15 membres, chacune des ARSATESE disposant d'au moins un représentant auquel il faut ajouter un nombre de représentants établi sur la base du calcul suivant : 1 administrateur par tranche de 1 à 40 adhérents à jour de leurs cotisations.

Ainsi, chaque année, le Conseil d'Administration détermine le nombre de candidats à présenter pour chacune des ARSATESE, d'une part, au regard du nombre de postes lui étant affectés et, d'autre part, en fonction des postes à renouveler en application de l'article 14.

Chaque membre d'une ARSATESE souhaitant présenter sa candidature au Conseil d'Administration de l'ANSATESE devra la faire valider par son ARSATESE selon les modalités qui lui sont propres, le nombre de candidatures pouvant être inférieur, égal ou supérieur au nombre de postes à pourvoir au regard du nombre d'adhérents et du nombre de postes à renouveler.

Chaque ARSATESE transmettra la liste de ses candidats, les modalités de transmission des listes étant fixées par le Conseil d'Administration en place.

Une liste générale des candidats sera établie selon les modalités fixées dans le règlement intérieur en application des présents statuts.

Le Conseil d'Administration est élu par l'Assemblée Générale dans les conditions suivantes :

1. Chaque membre amené à voter doit choisir ceux des candidats qu'il souhaite voir élus sur la liste qui lui a été fournie en application des consignes de vote fixées par le Conseil d'Administration dans le respect des dispositions du règlement intérieur ;
2. Le dépouillement est réalisé par un groupe constitué d'un représentant de chaque ARSATESE en application des dispositions du règlement intérieur de même que la promulgation des résultats ;
3. Les administrateurs élus sont ceux ayant obtenu le plus de voix au regard du nombre de postes à pourvoir pour chacune des ARSATESE représentées ;
4. Au cas où le nombre de candidats présentés par une ARSATESE soit insuffisant au regard du nombre de postes lui étant affectés, les administrateurs élus seront ceux ayant obtenu le plus de voix dans l'ordre du tableau des résultats.

Le mandat des administrateurs est d'une durée de TROIS ans.

### **ARTICLE 14. RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les administrateurs sont renouvelables par tiers tous les ans.

Pour les 3 ans suivant le vote des statuts, les administrateurs dont le mandat sera soumis à renouvellement, s'ils ne proposent pas de remettre leur mandat au suffrage de l'Assemblée Générale, seront tirés au sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

Les modalités relatives au dépôt des candidatures et au mode d'élection sont celles précisées à l'article 13.

En cas de vacance, à la suite d'un décès, d'une démission ou de la perte de la qualité de membre au titre de l'article 7, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres dans l'attente de la prochaine assemblée générale, en respectant la règle de représentation définie à l'article 13 en sollicitant chaque ARSATESE concernée pour proposer l'un de leurs membres.

## **ARTICLE 15. POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale des membres actifs.

Il se prononce sur les admissions et exclusions des membres.

Il peut déléguer une ou plusieurs de ses attributions au Président ou à l'un des membres du Conseil d'Administration.

Il vote le règlement intérieur et veille à respecter ses dispositions.

Il organise l'Assemblée Générale annuelle et rend compte de sa gestion générale annuelle des membres actifs.

## **ARTICLE 16. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation ou à la demande du quart de ses membres actifs, les modalités de convocation étant précisées dans le règlement intérieur.

Le Conseil d'Administration est valablement constitué si au moins cinquante pour cent plus un de ses membres sont présents ou représentés à l'ouverture de la séance. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans un délai de huit jours ; aucune règle de quorum n'est alors exigée.

Chaque membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter par un membre actif de son choix.

Les décisions sont prises à la majorité simple de ses membres présents ou représentés ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le Conseil d'Administration est seul habilité pour décider de la modification du lieu du siège social de l'association.

Il est tenu un procès verbal des séances du Conseil d'Administration qui est adressé aux ARSATESE et aux adhérents non affiliés à une ARSATESE, les modalités d'envoi étant précisées dans le règlement intérieur.

Ce procès verbal peut être communiqué à tout membre actif qui en ferait expressément la demande.

Sur proposition du président, un ou plusieurs membres actifs peuvent être désignés pour effectuer une ou des tâches déterminées et, à ce titre, participer aux réunions du Conseil d'Administration, sans pouvoir de vote, pour rendre compte de la mission ou du travail qui leur a été confié.

## **ARTICLE 17. BUREAU –COMPOSITION ET POUVOIRS**

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un bureau composé de :

- Un/une président(e)
  - Il/elle convoque et préside le bureau, le conseil et les assemblées ; possède les pouvoirs que lui a conféré le conseil, est contrôlé par le conseil,
  - Il/elle représente l'association dans tous les actes de la vie civile, ordonne les dépenses et peut ester en justice au nom de l'association ; dans ce dernier cas, il/elle ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration accordée sur décision du Conseil d'Administration ;
- Des vice-président(e)s
  - Ils/elles remplacent le/la président(e) dans les représentations de l'association en cas d'indisponibilité,
  - Ils/elles peuvent avoir délégation du/de la Président(e) pour agir en ses lieux et place en cas d'absence, de maladie, etc. ;
- Un/Une trésorier/trésorière
  - Il/elle est responsable des finances de l'association, tient les comptes, paie les dépenses, encaisse les recettes et établit le bilan financier annuel de l'association,
  - Il/elle rend compte au président et au Conseil d'Administration,
  - Il/elle est contrôlé(e) par le Conseil d'Administration ;
- Un/une secrétaire
  - Il/elle rédige les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale,
  - Il/elle tient à jour le journal des délibérations, organise et convoque les conseils d'administration et les assemblées générales,
  - Il/elle rend compte au président et au Conseil d'Administration,
  - Il/elle est contrôlé(e) par le conseil d'Administration ;
- Un/une secrétaire adjoint(e)
  - Il/elle remplace le/la secrétaire en cas d'absence,
  - Il/elle rédige avec le/la secrétaire les documents lors de réunions complexes nécessitant plus de travail.

La désignation des membres du bureau fait l'objet d'une délibération du Conseil d'Administration.

Les membres du bureau sont rééligibles.

Les modalités de renouvellement d'un membre du bureau en cours d'année sont précisées dans le règlement intérieur.



## **ARTICLE 18. FONCTIONNEMENT DU BUREAU**

Le bureau se réunit au moins deux fois par an. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés ; il ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres au moins est présente ou représenté.

Un membre absent du bureau peut se faire représenter. Chaque membre du bureau ne peut représenter qu'une personne à la fois.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le règlement intérieur précise les autres modalités de fonctionnement du bureau.

## **ARTICLE 19. DISSOLUTION**

La dissolution est prononcée à la majorité absolue des membres à jours de leurs cotisations présents ou représentés et sur proposition du Conseil d'Administration dans les cas suivants :

1. Disparition de l'assistance technique en matière d'épuration et de suivi de la qualité des eaux du champ de compétences des organismes publics ou parapublics qui en avaient la charge, sans aucun transfert, rendant de fait caduque l'objet de l'association ;
2. Compte d'exploitation déficitaire mettant en péril le fonctionnement-même de l'association ;
3. Absence de fonctionnement de l'association se traduisant, entre autres, par aucune tenue de réunions du Conseil d'Administration ;
4. Toute autre motif à l'origine d'un arrêt des activités de l'association.

La dissolution entraîne l'arrêt des comptes une fois toutes les dépenses acquittées, la fermeture du/des compte(s) bancaires et la décision, par l'assemblée générale, de verser le solde positif à une structure œuvrant dans le domaine du suivi des eaux.

En cas de dissolution pour cause de déficit, les modalités de son annulation devront être votées par l'assemblée générale avant que ne soit prononcée la dissolution.